

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – **ETAM**

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 28 AVRIL 2009
RELATIF AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR 2009-2011
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : *ASET0950955M*

IDCC : *1596, 1597, 2609*

PRÉAMBULE

La présente convention a pour objet de fixer les règles applicables en matière de compensation des pertes de salaires et d'indemnisation des frais de déplacement des salariés d'entreprises du bâtiment appelés à participer aux négociations paritaires régionales.

Cette convention répond aux obligations de l'article L. 2232-3 du code du travail (loi du 13 novembre 1982). Elle est donc directement liée à ce texte.

Article 1^{er}

Participants

Chaque délégation syndicale est libre de désigner les représentants de son choix, conformément à l'article L. 2231-2 du code du travail.

Article 2

Nombre de personnes indemnisées

Pour chaque organisation syndicale représentative, signataire de la présente convention, participant à une réunion : maximum 4 négociateurs, soit 1 par département, appartenant à des entreprises du bâtiment.

Article 3

Compensation des pertes de salaires

Dans la limite ci-dessus, les négociateurs participant aux réunions paritaires régionales verront leurs salaires maintenus par leur employeur (temps de négociation, plus temps de trajet dans la limite de 8 heures pour une journée) sur justificatif d'une attestation de présence signée par le président de séance. Il conviendra de prévenir l'employeur 48 heures à l'avance, sauf cas de force majeure.

Article 4

Frais de déplacement

Dans la limite fixée à l'article 2, les frais de déplacement des négociateurs sont calculés en fonction de leur domicile comme suit :

Reims :

- forfait de 3,25 € pour 2009.

District de Reims :

- forfait de 6,50 € pour 2009.

Région Champagne-Ardenne :

- soit aller et retour SNCF 2^e classe (plus forfait transport : 3,25 €) ;
- soit application du dernier barème fiscal connu [7 CV – province au-delà de 20 000 km (route)] : indemnité kilométrique multipliée par le nombre de kilomètres aller et retour, domicile-lieu de réunion paritaire.

Article 5

Frais de repas

Dans la limite fixée à l'article 2, les négociateurs perçoivent un remboursement au réel plafonné à 15,65 € pour frais de repas, pour 2009.

Article 6

Actualisation de l'indemnité forfaitaire repas et déplacements

Les forfaits et montants des articles 4 et 5 sont actualisés chaque année en fonction de la variation de l'indice national des prix à la consommation ensemble des ménages (poste : restauration et cafés).

Dernière valeur connue (mars 2009) : 130,59 (base 100 en 1998).

Article 7

Règlement des indemnités de frais de déplacement et de repas

Chaque organisation syndicale reçoit un règlement global des indemnités définies aux articles 4 et 5 et en assure la répartition auprès de ses représentants à la négociation. Les négociateurs doivent justifier de leur appartenance à une entreprise du bâtiment, remplir une fiche de frais avant chaque séance et remettre tous justificatifs des dépenses.

Article 8

Négociations paritaires régionales concernées par la présente convention

Les dispositions des articles précédents concernent les négociations paritaires relatives à :

- la fixation du point ouvrier du bâtiment ;
- la fixation des salaires minimaux des ETAM du bâtiment ;
- la négociation annuelle obligatoire prévue par la loi du 13 novembre 1982.

Article 9

La présente convention, qui ne se cumule pas avec toute convention ou accord ayant le même objet, prend effet à compter de sa signature. Sauf dispositions législatives et réglementaires la rendant caduque, elle prendra fin au 31 décembre 2011.

Elle est conclue pour 3 ans. Elle pourra être renouvelée au gré des parties signataires.

Article 10

Toute organisation syndicale représentative, non signataire, pourra y adhérer par simple déclaration auprès des parties signataires.

La présente convention, rédigée en 10 exemplaires, est déposée à la direction des relations du travail du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Reims, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Reims, le 28 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFIE ;
FFB Champagne ;
CAPEB Champagne ;
FNSCOP BTP.

Syndicats de salariés :

CGT ;
CFE-CGC BTP ;
URCB CFDT ;
CFTC BTP ;
SFR CGT-FO BTP.